

PRÉFET DE LA CÔTE D'OR

Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement

DIJON, le 4 août 2014

Unité Territoriale de la Côte d'Or

Nos réf. : SM/CA/2014-392

Vos réf. : votre transmission en date du 31/10/2013

Affaire suivie par : Sophie MAUDRY

sophie.maudry@developpement-durable.gouv.fr

Tél. : 03 45 83 21 95 – Fax : 03 45 83 22 95

Société INDREXT

Terril de VILLERS-LA-FAYE

Procès-verbal de récolement

(articles R 512-39-1, R 512-39-2 et R 512-39-3 du Code de l'environnement)

Rapport de l'inspecteur des installations classées

Par bordereau en date du 31/10/2013, Monsieur le Préfet nous a transmis, pour instruction, le mémoire de cessation d'activité remis par la société INDREXT pour le terril situé au lieu-dit "Bois des Courottes" sur le territoire de la commune de VILLERS-LA-FAYE.

1/ Situation administrative

Par arrêté préfectoral en date du 15/07/2004, la société INDREXT a été autorisée, pour une durée de 10 ans, à exploiter un terril sur le territoire de la commune de VILLERS-LA-FAYE, au lieu-dit « Bois de Courottes », sur une superficie de 2ha 17a 02ca.

Garanties financières

Des garanties financières sont mises en place sur ce site jusqu'au 14/07/2014 pour un montant de 68 428 euros.

Propriétaire des terrains

L'ensemble des terrains de la carrière est la propriété de la commune de VILLERS-LA-FAYE.

2/ Historique

La société INDREXT a été autorisée à poursuivre l'exploitation d'un terril par arrêté préfectoral du 15/07/2004. Cet arrêté prévoit en son article 25, les conditions de remise en état suivantes :

« 25.1 Principes

L'exploitant est tenu de remettre en état le site affecté par son activité compte tenu des caractéristiques essentielles du milieu environnant.

L'exploitant doit conduire à la suppression du terril et à la mise à jour du sol sous-jacent selon son profil naturel initial.

L'exploitation est menée de façon à obtenir une topographie régulière, sensiblement horizontale.

L'exploitant notifie l'achèvement de chaque phase de remise en état à la DRIRE et justifie de la qualité de la remise en état à l'aide de documents probants (plants cotés, photographies...).

En cas d'inobservation des obligations de remise en état, toute nouvelle autorisation d'exploitation peut être refusée.

25.2 Modalités de remise en état

La remise en état du site nécessite la réalisation des dispositions suivantes :

- le terrassement est réalisé au fur et à mesure de l'avancement des travaux,
- les matériaux constituant le merlon périphérique et les stériles seront étendus et achèveront la formation du modelé constituant ainsi une sous-couche de 1 m à 1,5 m,
- un apport de terre végétale sera régalée sur les matériaux et la sous-couche,
- l'ensemencement de la terre végétale par des graines herbacées.

En fin d'exploitation, l'emprise de l'exploitation doit être rendue conforme au plan de remise en état annexé au présent arrêté. »

3/ Mémoire de cessation d'activité

Par lettre en date du 07/10/2013, la société INDREXT a notifié à monsieur le préfet la cessation d'activité et a remis son mémoire de cessation d'activité conformément à l'article R 512-39-1 du Code de l'environnement.

Dans son mémoire de cessation d'activité, l'exploitant précise les différents travaux qu'il a menés dans le cadre de la remise en état du terril :

- l'exploitation a conduit à la suppression du terril et à la mise à jour du sol sous-jacent,
- l'exploitation a été menée de façon à obtenir une topographie régulière, légèrement inclinée de manière à faciliter l'écoulement des eaux.

En accord avec la commune de VILLERS-LA-FAYE (Conseil municipal du 7 février 2011), l'exploitant précise que le type de réaménagement choisi est celui de la plantation :

- d'espèces arborescentes locales (chênes, pubescents, hêtres, charmes) rencontrées dans les bois alentours et communes à la région,
- d'espèces arbustives locales,
- de fruitiers (pommiers, cerisiers, pêchers), dans le cadre du programme de vergers conservatoires du Conseil régional.

Concernant les abords du site et sa mise en sécurité, l'exploitant indique que :

- le chemin d'accès au site a été remis en état (nivelé et empierré),

- le site de l'ancien terril rendu dans son état initial (topographie régulière) ne présente aucun danger pour la population, les clôtures et la barrière ont donc été retirées.

L'exploitant a également remis un plan de situation de la carrière daté du 02/04/2012. De plus, par courriel en date du 23/07/2014, l'exploitant a transmis la délibération du conseil municipal de VILLERS-LA-FAYE validant le réaménagement du site tel qu'il a été réalisé.

4/ Constats effectués

Une visite d'inspection de la carrière a été effectuée le 15/05/2014.

Lors de la visite, nous avons constaté que l'état du site est conforme à la description faite dans la déclaration de cessation d'activité.

Les travaux de réaménagement suivants ont été réalisés :

- le démantèlement des installations,
- le nettoyage du site,
- la plantation d'arbres,
- la création d'un chemin piéton traversant de l'Est au Sud l'ancien terril.

Par ailleurs, il a été constaté que du fait de l'absence d'exploitation, la végétalisation de certaines zones s'est faite naturellement.

5/ Suites à donner

L'inspection du 15/05/2014 a permis de constater la cessation effective des installations. Par ailleurs, le propriétaire des terrains est satisfait des conditions de remise en état de la carrière.

Aussi, l'inspection des installations classées propose à monsieur le préfet de donner acte à la société INDREXT de la cessation d'activité concernant le terril situé sur la commune de VILLERS-LA-FAYE, au lieu-dit « Bois des Courottes » en lui adressant le présent rapport qui fait office de procès-verbal de récolement tel que prévu à l'article R 512-39-3 du Code de l'Environnement. Conformément à cet article, le présent rapport doit également être envoyé au maire de la commune de VILLERS-LA-FAYE.

La remise en état des lieux ayant été réalisée, nous proposons également à monsieur le préfet, en application de l'article R 516-5-II du Code de l'Environnement, d'autoriser la levée de l'obligation de garanties financières opposée à la société INDREXT, **après consultation du maire de la commune de VILLERS-LA-FAYE** dont une copie du présent rapport doit être transmise.

Rédacteur : Inspecteur de l'environnement, spécialité « installations classées »	Vérificateur : Le responsable de subdivision	Approbateur : Responsable de l'Unité Territoriale de Côte d'Or
Signé Sophie MAUDRY	Signé Lionel PERRETTE	Signé Alain SZYMCAK